

<https://www.snetap-fsu.fr/Loi-EGAlim-l-Etat-abandonne-les-paysans.html>



Loi EGAlim : l'Etat abandonne les paysans !

- Les Dossiers - Vie fédérale -



Confédération paysanne

Date de mise en ligne : mercredi 19 septembre 2018

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Les députés ont voté hier dans un hémicycle quasiment vide la loi EGAlim qui devait permettre un rééquilibrage du partage de valeur dans les filières agricoles. Des mois et des semaines que nous répétons au ministre et aux députés que le compte n'y est pas ! Pourtant, il va falloir faire avec une loi sans goût ni saveur qui ne pose pas les bases d'un revenu paysan et remet donc en cause cette transition agricole que tout le monde semblait vouloir.

Le **désengagement de l'État est dramatique** sur ce dossier où les paysans ont besoin d'être protégés des griffes d'un modèle économique qui les broie jour après jour. La responsabilisation attendue des différents acteurs est un mirage auquel nous ne croyons plus tant la discussion interprofessionnelle est tronquée par le déséquilibre des forces en présence et ce n'est pas le médiateur qui suffira à inverser la tendance. **Nous déplorons ce manque cruel d'ambition et de volonté de faire changer les choses.**

Chaque acteur économique commence déjà à mettre sur pied sa propre segmentation en oubliant bien vite le collectif interprofessionnel : jamais des démarches individuelles ne feront une politique permettant massivement aux paysannes et aux paysans d'obtenir une rémunération et de changer de paradigme.

Capable de légiférer sur les couverts en plastique mais incapable d'impulser un système plus contraignant concernant notre revenu : c'est révoltant et grave pour notre démocratie.

Les députés ne peuvent pas éternellement s'en remettre aux acteurs économiques ou à demain pour régler cette situation : vous, ministre et députés, êtes responsables de cette inaction. **Cette loi aurait dû être le socle d'un nouveau agricole et alimentaire et c'est une nouvelle fois un renoncement auquel nous avons assisté.**

La réforme de la PAC devra, elle, prendre ce tournant en orientant autrement ses soutiens financiers, notamment vers l'emploi et la transition. Faute de quoi, le mandat d'Emmanuel Macron resterait comme celui du refus de voir la détresse paysanne et d'y apporter des réponses.



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina